



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jedi 21 juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mercredi à Alger, une réunion du Haut Conseil de Sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République.



La P-DG de occidental, le DG d'ENI et celui de Total reçus par le chef de l'état Les majors de l'énergie chez Tebboune

Abdelmadjid Tebboune a reçu les partenaires de Sonatrach après avoir annoncé le contrat de 4 milliards de dollars qu'ils ont conclu avec la compagnie nationale des hydrocarbures. Une visite loin de revêtir un aspect purement symbolique. Elle atteste de toute l'attention que porte l'Etat à son secteur pétro-gazier. À la compagnie nationale des hydrocarbures à laquelle il tient comme à la prunelle de ses yeux.



[El Watan : « le journal s'achemine vers la fermeture définitive », selon son directeur de publication](#)

Les travailleurs du quotidien national francophone El Watan ont observé un mouvement de grève de deux jours la semaine dernière (12 et 13 juillet), et poursuivent leur débrayage depuis lundi 18 juillet pour une durée de trois jours, comme annoncé par le bureau syndical de la SPA El Watan, affiliée à l'UGTA. La raison : le non paiement de leurs salaires depuis le mois de mars 2022 (quatre mois).



[Algérie : le gouvernement cherche une alternative aux concessionnaires de voitures neuves, selon des experts](#)

Après le rejet de tous les dossiers d'importations, le gouvernement cherche une alternative aux concessionnaires de voitures neuves. Dzair Daily vous en dit plus à ce sujet dans la suite de cet article du 20 juillet 2022. Le gouvernement cherche une alternative aux concessionnaires de voitures neuves en Algérie. En effet, des sources au ministère de l'Industrie précisent que tous les dossiers d'importation ont été refusés.



[Complexe, mais pas impossible](#)

Abus de fonction, trafic d'influence, blanchiment d'argent, fuite des capitaux, surfacturations, dilapidation des deniers publics, gaspillage, sont les pratiques les plus identifiées de la corruption en Algérie. Et la liste n'est pas exhaustive. Le Président Tebboune a pris la mesure du problème et a compris qu'il est inutile de le nier ou de le banaliser. En effet, la corruption a un pouvoir de nocivité qui va bien



[L'économiste Brahim Guendouzi à El Moudjahid : «C'est l'expression d'une volonté politique claire»](#)

«Au-delà de ses prérogatives juridiques et constitutionnelles, la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption est classée parmi les institutions de contrôle ayant de larges prérogatives, en vertu desquelles elle se charge d'élaborer une stratégie nationale de transparence, de contribuer à la moralisation de la vie publique, à la consolidation des principes de la bonne gouvernance et, enfin, à l'introduction de la culture du rejet de la corruption et de la protection de l'argent public.» C'est en ce sens que Brahim Guendouzi, économiste, a évoqué les facteurs importants pour le contrôle des finances publiques pouvant servir l'économie algérienne.



[L'Algérie devrait réaliser un excédent de la balance commerciale](#)

Les changements provoqués par la guerre russo-ukrainienne ont relancé l'économie algérienne. Avec l'augmentation des prix du pétrole algérien et le doublement de la demande de gaz, les observateurs pensent que l'Algérie réalisera un excédent de la balance commerciale.



[Pétrole: Le Brent à plus de 106 dollars](#)

Les prix du pétrole étaient en berne hier, après des données sur les réserves commerciales de brut et d'essence aux Etats-Unis, qui pourraient signifier une baisse de la demande dans le pays. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre perdait 1,12 % à 106,15 dollars.

Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption

Une institution opérationnelle

Créée par l'article 204 de la Constitution en remplacement de l'ancienne Autorité nationale, la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption est maintenant opérationnelle après l'installation officielle, hier, de sa présidente, Mme Salima Mesrati, et des membres du Conseil de l'autorité, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, au nom du Président Abdelmadjid Tebboune, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée au Palais du Gouvernement.

La nouvelle Haute autorité a été créée par la Constitution à partir du programme présidentiel, qui place la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption parmi les priorités. Les leçons tirées de l'expérience devraient permettre de donner à la Haute autorité plus efficace et plus d'efficacité en particulier pour concrétiser les principes de transparence et d'intégrité comme règles de moralisation de la vie publique. Il ne s'agit donc pas d'un simple changement dans l'intitulé d'une institution, mais de mettre en œuvre les leçons tirées de l'expérience acquise sur le terrain de la prévention et de la lutte contre la corruption au cours d'une quinzaine d'années surtout depuis 2019 avec le lot de révélations apportées par le traitement judiciaire des grandes affaires de corruption.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le Premier ministre a rappelé la référence à «l'édification de l'Algérie nouvelle qui consacre les principes de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance et les fondements de l'Etat de droit et de justice» et ses préalables «la nécessité de moraliser la vie publique, consacrer l'indépendance de la justice et renforcer la reddition de comptes, en veillant à mettre la gestion des affaires publiques à l'abri du pouvoir de l'argent». Le travail de la Haute Autorité ne sera pas facile dans un contexte socioéconomique dominé par les acteurs de l'informel qui agissent, tout le monde le sait, en dehors de toute transparence, dans la mesure où ils exercent toutes leurs activités en violation de la loi, en utilisant, précisément, la corruption pour se maintenir et continuer à exister.

L'argent de l'informel exerce une grande influence sur la gestion des affaires publiques. Le défi à relever par la Haute Autorité dans sa mission de moralisation de la vie publique indispensable au développement économique et social, concernera sans doute la lutte contre le secteur informel qui échappe à toute traçabilité et donc à tout contrôle, manipulant des sommes énormes dans le pays et certainement à l'étranger par la fuite des capitaux, en profitant de l'accroissement du volume des exportations hors-hydrocarbures. La manne financière qui a commencé à se profiler à l'horizon grâce à l'augmentation des recettes extérieures, a sans doute déjà créé chez les «prédateurs» la tentation de s'en emparer à travers les voies détournées dont ils ont la maîtrise.

L'installation de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption constitue la dernière étape de parachèvement de la construction de l'édifice institutionnel, a souligné le Premier ministre. La loi a accordé à la Haute Autorité, a fait observer le Premier ministre, «d'autres prérogatives juridiques qui ne sont pas moins importantes que les prorogatives constitutionnelles, dont les plus importantes concernent l'enquête administrative et financière sur les signes de la richesse illicite des fonctionnaires publics». La même loi a tenu également à «élargir la composante du conseil de la Haute Autorité, pour englober des magistrats, des personnalités nationales et des représentants de la société civile, selon le rôle que cette dernière peut jouer, en tant que partenaire essentiel et principale dans la prévention et la lutte contre la corruption».

Le Premier ministre a rappelé que la Constitution «a classé cette autorité parmi les institutions de contrôle, de même qu'elle l'a dotée de larges prérogatives, en vertu desquelles, elle se charge de mettre une stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, veiller à sa mise en oeuvre et à son suivi, contribuer à la moralisation de la vie publique, à la consolidation des principes de transparence et de la bonne gouvernance et contribuer au soutien des capacités de la société civile et des autres acteurs dans la diffusion de la culture du rejet de la corruption et de la protection de l'argent public».



المفتشية العامة للمالية تحقق في الحسابات المالية لمديرية النشاط الاجتماعي بقسنطينة

علمت "النهار" من مصادر مطلعة، بأن المفتشية العامة للمالية، لا تزال تواصل التحقيق في مديرية النشاط الاجتماعي بقسنطينة. حيث ركز موفدو المفتشية العامة للمالية في معائناتهم، على التسيير المالي والحسابات للمديرية سألقة الذكر. وفروعها المتواجدة على مستوى إقليم الولاية.



عقوبات تراوحت ما بين 4 الى 5 سنوات حبسا نافذا لاطارات الجمارك

سلطت محكمة سيدي امحمد عقوبات متفاوتة تراوحت ما بين 4 إلى 5 سنوات حبسا نافذا لأربعة إطارات بالجمارك. رئيس مركز بميناء الجمارك ومفتش رئيسي بالعملية التجارية ومفتش فحص على مستوى الميناء وعون رقابة. وذلك على خلفية قيام مستورد بإستيراد حوالي 2000 كاميرا مراقبة مصنفة ضمن أجهزة حساسة غير مطابقة لفاتورة الاستيراد.

زاروا الجزائر للبحث عن بدائل سريعة

“السكوار”.. محل دراسة لخبراء الصندوق الدولي

شرع خبراء من صندوق النقد الدولي في دراسة معمقة لواقع السوق الموازية للعملة الصعبة في الجزائر، وإيجاد بدائل سريعة مع إشباع حاجيات المواطنين، وذلك بتكليف من البنك المركزي الجزائري، بهدف تحويل الكم الهائل من العملة الصعبة التي يتم تداولها في السوق السوداء نحو القنوات الرسمية.



LUTTE ANTI-CORRUPTION

L'arsenal institutionnel se renforce

EN INSTALLANT OFFICIELLEMENT, MARDI DERNIER, la Haute-Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, les pouvoirs publics marquent un nouveau pas vers l'éradication des pratiques qui ont porté préjudice à l'économie nationale et détruit la confiance des citoyens envers les institutions de l'Etat.

Dotée de larges prérogatives, cette Haute-Autorité, créée en mai dernier, aura à assurer la lourde tâche de veiller sur l'argent public, en menant des enquêtes financières et administratives sur les richesses illégales et injustifiées. Elle devra particulièrement se pencher sur les déclarations de patrimoine des responsables, afin de prévenir contre toute velléité d'enrichissement illicite des fonctionnaires et des commis de l'Etat. Il faut rappeler que l'arsenal juridique et le dispositif institutionnel anti-corruption engagés par l'Algérie remontent déjà à plusieurs années. Leur efficacité a été, toutefois, fortement entachée par les divers soubresauts politico-économiques qu'a connus le pays ces dernières décennies.

Une « mise à niveau » des textes réglementaires et un renforcement du cadre juridique s'imposaient alors urgemment pour rétablir la crédibilité de l'Etat et de ses institutions, sauver l'économie de l'Etat des griffes des prédateurs et restaurer la confiance des citoyens perdue dans

le sillage des scandales financiers des dernières années. La moralisation de la vie publique et la consécration de la transparence et de l'intégrité dans la gestion du denier public devaient donc bénéficier de mesures et de mécanismes consacrés dans la Constitution, afin de jouir du caractère solennel que renferme la Loi fondamentale du pays.

DÉTERMINATION

C'est ainsi que le dernier amendement constitutionnel de 2020 a consacré la création de la Haute-Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Celle-ci a été précédée par l'élaboration d'une stratégie nationale multiforme de prévention et de lutte contre ce fléau, avec la participation de toutes les parties concernées. Plus concrètement, dès la mise en place des premiers outils juridiques, les pouvoirs publics n'ont pas tardé à lancer les opérations nécessaires au rapatriement des avoirs et des biens spoliés ou transférés à l'étranger par des corrupteurs ou corrompus, purgeant actuellement des peines d'emprisonnement. Un fonds des avoirs et biens confisqués ou récupérés dans le

cadre des affaires de lutte contre la corruption a été d'ailleurs créé, dans le cadre des dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2021. Aussi, plusieurs mandats d'arrêt internationaux ont-ils été lancés à l'encontre d'anciens hauts responsables, même si leur aboutissement risque de prendre beaucoup de temps compte tenu de la complexité de ce genre d'affaires. Il n'en demeure pas moins que l'opinion publique ressent déjà, à travers les différents procès intentés à l'encontre d'anciens officiels qu'on croyait intouchables, la détermination de l'Etat à faire cesser définitivement les pratiques préjudiciables des dernières années. Il faut souligner que le fruit de toutes les démarches et autres procédures juridico-pénales d'anti-corruption engagées ne sera probablement visible qu'au bout de quelques années.

En revanche, ce qui est sûr, tous les Algériens sont maintenant convaincus que leur pays est désormais bien parti pour une nouvelle ère où la prédation économique et l'enrichissement illégal n'auront plus droit de cité.

■ Lyes Mechti

Céréales : comment l'Algérie a assuré sa sécurité

Les cours mondiaux des céréales sont toujours au plus haut, la tonne de blé est cédée ces jours-ci autour de 340 euros sur le marché à terme d'Euronext. Bien entendu, c'est environ 30% de moins que lors de la flambée induite au déclenchement de la guerre en Ukraine, mais les prix demeurent tout de même élevés, entre 60 et 70% de plus qu'il y a une année. C'est dire l'importance qu'a prise la campagne de moisson qui a lieu en ce moment en Algérie.

En Algérie, dès le printemps, au sortir d'un hiver moins avare en précipitations, même si les quantités d'eau pluviale n'étaient pas extraordinaires, de grands



Photo : DR

publics pour fouetter les ardeurs des agriculteurs en élevant le prix d'achat du quintal de blé dur par l'Office interprofessionnel des céréales (OaIC) à 6 000 dinars, 5 000 dinars pour le blé tendre et 3 400 dinars pour l'orge. Une actualisation des prix qui a eu son effet apparemment,

ministre avait mis l'accent également sur la volonté de l'État de ne plus recourir à tout-va aux importations, mais sans pour autant cesser les achats.

Ce que confirment les dernières informations des habituels fournisseurs de l'Algérie, à l'instar de la France où l'on escompte exporter près de la moitié de la production de blé, soit près de 17 millions de tonnes. «Il y a une très bonne demande de nos partenaires habituels que sont l'Algérie et le Maroc», a confié un analyste de chez Agritel il y a quelques jours tout en faisant état d'achats importants «inhabituels» de l'Égypte.

Selon des statistiques françaises, datant d'il y a quelques jours, jusqu'à la fin mai dernière, l'Algérie a importé 10,6 millions de tonnes de céréales pour le

plification des sources a permis à l'Algérie de s'approvisionner auprès de plus d'une trentaine de fournisseurs, des États-Unis au Canada en passant par l'Argentine puis l'Europe dont la France et l'Allemagne.

En tous les cas, ce sont des chiffres appelés à être revus à la baisse eu égard aux prévisions officielles confortées donc par les échos parvenant de nombreuses contrées du pays d'où il est fait état de production à la hausse jusqu'à rétrécir les capacités de stockage malgré les dispositions prises avant le début de la campagne de moisson. Selon des chiffres rapportés par la presse nationale, les capacités de stockage de l'OaIC ont été portées à 4 millions de tonnes, dont près d'une cinquantaine de silos et d'installations de stockage temporaires pour les 3

«Tous les indices présagent une production abondante. On peut dire qu'une production record sera réalisée par rapport aux six dernières années.»

espoirs étaient fondés sur la campagne de moisson-battage 2022, qui devrait s'achever dans quelques semaines. «Tous les indices présagent une production abondante. On peut dire qu'une production record sera réalisée par rapport aux six dernières années», déclarait le ministre de l'Agriculture en marge d'une rencontre tenue en mai dernier dans le cadre de la préparation et l'encadrement de la campagne moisson-battage 2021-2022. Une perspective confortée par les échos parvenus de partout à travers le pays où il est fait état de généreuses moissons de céréales. Le membre du gouvernement est allé même jusqu'à pronostiquer une «production record par rapport aux six dernières années», non sans mettre en avant les incitations consenties par les pouvoirs

en attendant les chiffres officiels puisque, désormais, il est interdit de les divulguer, aussi bien pour la production que pour l'état des stocks. Il faut dire que la guerre en Ukraine a totalement redistribué les cartes sur le marché mondial des céréales. Selon les chiffres les plus récents d'organisations internationales, les exportations ukrainiennes de blé, maïs et tourtesol nourrissent quelque 400 millions de personnes dans le monde. Parmi les pays les plus dépendants des céréales d'Ukraine ou de Russie, la Somalie, le Pakistan qui importent plus de 80% de blé depuis l'Ukraine. Le Liban importe plus de 60% de son blé. L'Algérie, la Tunisie et la Libye sont, quant à elles, à environ 40% de blé en provenance d'Ukraine. Lors de la même rencontre, tenue en mai donc, le

Selon l'OaIC, la multiplication des sources a permis à l'Algérie de s'approvisionner auprès de plus d'une trentaine de fournisseurs, des États-Unis au Canada en passant par l'Argentine puis l'Europe.

compte de la campagne 2021-2022, dont un peu plus de 6 millions de tonnes de blé tendre, 1,4 million de tonnes de blé dur, et plus d'un demi-million de tonnes d'orge. À titre comparatif, l'Algérie a importé de France pour 13,1 millions de tonnes de céréales. Selon l'OaIC, la multi-

millions de tonnes attendues, soit la moitié de la production de la campagne 2017-2018 qui avait atteint les 6 millions de tonnes et le plus du double de la production de la campagne 2020-2021 marquée par la forte sécheresse qui a happé le pays.

Azedine Maktour

TAUX DE CHANGE **Le dinar face aux devises**

Depuis quelques jours, la monnaie européenne a chuté face au dollar américain. Cette dégringolade intervient sur fond de crise énergétique en Europe, soutenue par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

En Algérie, les cotations officielles pour hier indiquent que l'euro unique s'échange contre 149.03 dinars algériens à l'achat et 149.10 dinars algériens à la vente. Tandis que sur le marché noir des devises d'Alger, les cambistes échangent l'euro unique contre 207.00 dinars algériens à l'achat et 209.00 dinars algériens à la vente.

Du côté américain, le dollar unique s'achète à 145.54 dinars algériens à l'achat et se vend à 145.55 dinars algériens sur le marché officiel de la Banque d'Algérie. Alors que sur le marché parallèle des devises, la monnaie américaine unique se maintient à 205.00 dinars algériens et se vend à 207.00 dinars algériens.

Le dinar face aux autres monnaies

Concernant les autres devises, elles affichent une certaine stagnation sur les deux marchés. Notamment la livre sterling qui s'est fixée à 174.84 dinars algériens à l'achat et 174.92 dinars algériens à la vente en Banque. Et s'est aussi maintenue sur le marché noir du Square d'Alger à 241.00 dinars algériens à l'achat et 244.00 dinars algériens à la vente.

Du côté canadien, le dollar unique s'achète à 112.40 dinars algériens et se vend à 112.45 dinars algériens sur le marché officiel. Alors que sur le marché parallèle, il s'échange contre 151.00 dinars algériens à l'achat et 154.00 dinars algériens à la vente.

Par rapport au franc suisse, les cotations de la Banque d'Algérie indiquent qu'il s'achète à 149.99 dinars algériens et se vend à 150.07 dinars algériens. Sur le marché noir des devises, le franc suisse est échangé contre 201.00 dinars algériens à l'achat et 204.00 dinars algériens à la vente.

R. N.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger